

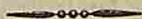


La Coopération des idées

REVUE D'ÉDUCATION SOCIALE

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS

Directeur : G. DEHERME



SOMMAIRE :

- G. DEHERME *Dictature et Pouvoir spirituel.*
PAR TOUS *Revue des Opinions, des Faits et des Idées*
G. DEHERME } *Les Livres qui font penser.*
EDMOND THIAUDIÈRE . }

Le Numéro : 0 fr. 25

PARIS

BERNARD GRASSET, ÉDITEUR

7, rue Cornaille, 7

LA

Coopération des Idées

Revue bi-mensuelle d'Education Sociale

ABONNEMENT : un an, France : 4 francs ; Etranger : 6 francs

*Adresser toutes les communications concernant
la Rédaction et l'Administration à*

M. DEHERME, Directeur, à LA SEYNE (Var)

A NOS ABONNÉS

— — — — —

Ceux de nos abonnés qui seront avertis que leur abonnement est **terminé** sont priés de nous faire parvenir leur renouvellement pour s'éviter les frais de recouvrement.

Ceux qui ne désirent pas continuer leur abonnement sont priés de **refuser** au facteur le numéro qui suivra l'avertissement.

L'UNION COOPÉRATIVE

est un journal bi-mensuel, édité par le Comité central de l'*Union Coopérative* des Sociétés françaises de Consommation. Il contient des articles, des études, des monographies, des renseignements, etc., sur la Coopération en France et à l'Etranger. — **L'Union Coopérative** doit être lue par tous ceux qui s'intéressent à la Coopération.

*Prix du numéro, 0 fr. 20 ; de l'abonnement annuel, 4 fr.
Etranger, 6 fr.*

Les abonnements sont reçus : 1, Rue Christine. — PARIS

LE COURRIER DE LA PRESSE

21, Boulevard Montmartre, — PARIS

Directeur : A. GALLOIS

Le Courrier de la Presse lit 6.000 journaux par jour



La Coopération des idées

Dictature et Pouvoir spirituel

Le directeur de *Paris-Journal*, M. Gérault-Richard, aimablement, m'avait demandé de résumer, en 150 lignes au plus, la préface de mon livre *La Démocratie vivante*. Cet article a paru dans le n° du 21 mars. Le voici :

LA DÉMOCRATIE VIVANTE

Ne médisons jamais des anciens espoirs qui nous ont exaltés. A tout le moins, ils nous ont élevés au-dessus de nous-mêmes. Si les déceptions sont amères, elles nous instruisent.

Nous avons aimé la liberté comme des enfants passionnés : ne la haïssons point de l'avoir mal servie.

Ce que nous voulions hier dans l'enthousiasme, nous avons de plus solides raisons, aujourd'hui, après l'expérience, de le vouloir encore. Mais mieux, d'une énergie plus sûre, d'une intelligence plus claire. Ce n'est point diminuer l'idéal que de le préciser.

Nous ne renoncerons point.

*Nous n'opposerons donc pas l'ordre à la liberté. Sachant seulement, comme je l'écrivais à la première page de mon livre *La Démocratie vivante*, que « la*

liberté n'est qu'une condition de vie plus intense, tandis que l'ordre est une condition de vie essentielle», nous aurons d'abord, dans la crise dangereuse que nous traversons et qui s'aggravera jusqu'à la catastrophe définitive, le souci de l'ordre. Mais nous n'oublierons jamais que c'est pour donner des assises inébranlables à nos libertés.

Nous ne renierons point la démocratie, encore que cela devienne à la mode. Mais nous la définirons. Nous ne la solidariserons pas avec les exploités de la démocratie. Nous distinguerons avec soin la démocratie qui se réalise vraiment, par nos efforts patients, de celle des mots sonores; celles des forces vives de celle du nombre amorphe.

On s'en tient, je le sais, à celle des mots. C'est se donner trop beau jeu pour s'en servir ou pour la dénigrer. Pourquoi ne pas la considérer dans l'action de ses énergies, dans les faits qui la prouvent ?

Certes, si la démocratie n'était que le nombre inorganique, ce serait la superstition la plus imbécile qui ait pu hébéter un peuple, et pour le perdre sans recours. Car le nombre peut s'agiter au nom de vagues abstractions : il ne peut rien fonder ni même rien maintenir. Il n'est favorable qu'aux tribuns redondants derrière lesquels manœuvre la ploutocratie. Ce n'est donc, en définitive, qu'une ploutocratie déguisée. Ainsi, la participation de tous les citoyens à la seule fonction de la direction politique est une duperie. Et cela ne peut aboutir qu'à une formidable démagogie.

La démocratie vivante, au contraire, c'est la participation de toutes les forces sociales organisées : familles, régions, associations, syndicats, universités, etc., au progrès de la société tout entière, c'est-

à-dire au développement de l'ordre. Suivant les conseils du maître de la politique positive, Auguste Comte, «à l'orageuse discussion des droits il nous faut substituer la paisible détermination des devoirs et remplacer les vains débats sur la possession du pouvoir par l'examen des règles relatives à son sage exercice ».

Reconnaissons-le enfin, la démocratie ne dispose point du miracle. Elle ne peut-être que ce que nous la faisons, elle est soumise aux conditions d'existence de toute société humaine.

Il n'y a pas de liberté sans société, puisque la liberté positive n'est que le développement des forces sociales, et il n'y a pas de société sans gouvernement. C'est là donc la condition fondamentale.

Plus la société est complexe, plus le gouvernement doit-être spécialisé et perfectionné. La démocratie, par le jeu des libertés dont elle vit, est une société extrêmement complexe. Elle exige donc, comme tous les systèmes très complexes, une direction politique unique, continue, indépendante et responsable, limitée strictement à sa fonction propre. La démocratie vivante est incompatible avec le parlementarisme confus, à la fois tyrannique et anarchique. Elle s'accommoderait mieux, surtout dans la décomposition présente, d'une dictature. Ce mot effraye : il n'y a plus que les mots qui nous émeuvent. La chose s'impose. On y viendra. Nous ne reconstituerons nos libertés, qui sont toute la démocratie de fait, que dans l'ordre.

Pas d'autre issue, d'ailleurs, à la situation inquiétante que le parlementarisme nous a faite et qu'il empire chaque jour. Des médecins, il est vrai, se proposent : M. Charles Benoist, entre autres, est un

habile praticien. Hélas ! on ne réforme pas une maladie, on n'enjolive point un ulcère. Quant à une insurrection, quelle qu'elle soit et quels que soient les vainqueurs, elle ne résoudra rien. Après les tueries et les destructions, on se trouvera en face du même problème angoissant.

Ou dictature républicaine, ou réaction monarchique : tout le reste est impasse. Il nous faudra toujours en revenir là. Si nous repoussons Cromwell, nous aurons Monk. La société française ne se peut laisser périr.

Avant tout, il nous faut dépoliticailler le pays. C'est là l'opération la plus urgente. Je le répète, ce fut l'erreur monstrueuse de la démocratie naissante, s'ignorant, de prétendre faire contribuer également tous les électeurs au travail législatif et exécutif, à tout le moins par leurs délégués. Sans parler du ferment de dissolution qu'est un principe qui subordonne les supérieurs aux inférieurs, il en est résulté naturellement que toutes les activités sociales ont été délaissées pour celle-là, — par quoi on obtenait tout sans effort. C'est ainsi que la politiquerie a tout pénétré, dissociant et corrompant, et d'abord au détriment de la fonction politique utile.

Ce fut, on l'entend bien, contre la démocratie vivante. Car une législation à outrance, voulant tout régler, mécaniser, ne laisse plus rien à l'initiative et à la liberté des citoyens. On a été jusqu'à ruiner cette liberté fondamentale, ce premier support de la démocratie qu'est la famille.

Il semble que la démocratie, reculant devant les devoirs nouveaux que lui imposait une puissance croissante, se soit appliquée surtout, dès qu'elle l'a pu, à s'affaiblir et à se dénaturer. Cela se dissimula,

d'ailleurs, sous d'éloquents proclamations de «droits» plus ou moins métaphysiques, aussi pompeux que vides de sens. Il est plus aisé, plus glorieux, plus profitable aussi, de faire des discours que d'organiser des mutualités, des coopératives, des syndicats, des universités populaires. Mais on ne vit pas de phrases. C'est aussi d'un abus d'éloquence que souffre la démocratie.

*
*

De cet article, on n'a retenu qu'un mot : dictature. Je l'avais prévu. Des journaux ont annoncé que je réclamais un sabre. Et *le Journal de Bruxelles* a été scandalisé : « Voilà où l'on en est en France », dit-il.

M. E. Tavernier, dans *l'Univers*, s'est demandé, non sans quelque inquiétude, qui sera dictateur : l'incohérent Clemenceau, l'équivoque Briand, ou bien le joyeux Pataud ? Il va sans dire qu'il y a mis beaucoup d'esprit. Au fond, comme tous les Français honnêtes et intelligents, M. Tavernier s'aperçoit que notre parlementarisme est fini, et qu'il le faut reconnaître au plus tôt, si l'on ne veut point que ce soit la France qui finisse. Il sait aussi que la dictature n'est pas incompatible avec la République. « La République romaine, dit-il, usa beaucoup de la dictature : 78 fois en 300 ans. Elle s'en priva pendant plus d'un siècle ; mais Sylla et César rattrapèrent le temps perdu. »

Dans *la Revue hebdomadaire*, M. Jean Lionnet, critique sincère et averti pourtant, me dit : « Mais, centralisateur et autoritaire comme tous ses pareils, votre despote sera l'ennemi naturel de ces associa-

tions puissantes que vous rêvez ! Un despote gardien des « libertés essentielles », quel paradoxe ! »

Ce serait un paradoxe, en effet, si ce dictateur devait être une sorte de maître dans l'anarchie, une force isolée dans l'universelle impuissance du désordre, s'il n'y avait devant sa volonté et ses caprices qu'une poussière sociale. Certes, ce ne serait pas pire que le parlementarisme ; mais ce ne serait guère mieux. Ce n'est pas le dictateur, le sabre, l'homme, « l'homme au fouet » dont parle M. Georges Valois, à qui on fait appel ici, ce sont les conditions de l'ordre social, de la puissance politique qu'on envisage. Et ces conditions s'expriment ainsi pour la fonction politique : une dictature, c'est-à-dire une direction unique, continue, indépendante et responsable. En annonçant que cette forte autorité sera gardienne des libertés, on présuppose ces libertés constituées ou en voie de constitution. Or, les libertés, ce sont des forces sociales organisées. Une force n'est limitée que par une autre force.

Loin d'être contraire aux libertés qui seules vivifient la démocratie, la dictature leur est indispensable. On conviendra qu'il y a loin de cette conception organique de la démocratie au grossier expédient, auquel des bourgeois apeurés auraient volontiers recours aujourd'hui, pour se préserver de l'impôt sur le revenu ou mater le syndicalisme. D'autre part, les libertés qui prendront un vigoureux essor dans l'ordre rétabli, — dont le syndicalisme, — sauront bien empêcher « la dictature empirique », comme disait Auguste Comte, par laquelle nous passerons, de dégénérer « en tyrannie rétrograde ».

Mon article de *Paris-Journal* était incomplet. Il y fallait une suite. Je l'eusse donnée volontiers, pour peu qu'on en eût exprimé le désir. Mais j'avais publié déjà, comme le fit remarquer Criton dans *l'Action française*, « des vérités que les colonnes de ce respectable organe républicain ont dû trouver dures à répercuter », et l'on pensa que c'était assez pour un journal radical-socialiste.

Sans doute, il y est suffisamment marqué qu'il convient de limiter, — par toutes les activités sociales réorganisées, — la dictature à la fonction politique qui lui est propre ; mais je n'ai pu ajouter que le pouvoir temporel, en outre, doit être conseillé, consacré et réglé par le pouvoir spirituel, entendons la réaction normale de l'intelligence et du sentiment sur la force. « Il n'y a de gouverné temporellement, dit A. Comte, que ce qui ne peut l'être spirituellement, c'est-à-dire qu'on ne régit par la force que ce qui ne peut l'être suffisamment par l'opinion. » La dictature que réclament les positivistes n'est donc point l'accroissement de l'autorité matérielle, mais sa nette détermination. Le parlementarisme confus ne dispose réellement d'aucune énergie positive ; mais comme il dissout les libertés, auxquelles il ne saurait résister, il les veut suppléer, et il absorbe tout, il intervient dans tout. C'est la légifération à outrance, l'étatisation forcenée. Il en résulte une tyrannie tracassière et basse que nous supportons avec plus de résignation que de dignité.



Dans *la France* de Bordeaux, M. Gabriel Trarieux a parlé de « défection ». Je lui ai répondu par la lettre suivante :

CHER MONSIEUR,

Je viens de lire votre article — inquiet de mes tendances, mais sympathique pour ma personne — de *la France* de Bordeaux. Je tiens à vous remercier de votre sympathie et à dissiper vos inquiétudes.

Le titre de votre article n'est pas exact. Il n'y a pas « défection » quand on poursuit le même but. Ce n'est pas moi qui ai changé, ce sont les conditions de la pensée et de l'action dans notre pays. Et vous savez comment. La grève générale des Postes est un sévère avertissement aux optimistes quand même. — Pour moi, je suis si bien resté le même, avec la même foi au cœur, que je reprendrais immédiatement l'œuvre des Universités populaires si j'en avais la possibilité. L'échec lamentable de cette tentative — il faut le crier bien haut — ne prouve rien contre une œuvre qui n'a jamais pu être réalisée complètement.

Je n'oppose point maintenant l'ordre à la liberté. Je dis que pour qu'une société ait des libertés, il faut qu'elle vive d'abord, — et notre anarchie l'assassine.

Sans doute, positiviste, je travaille de toutes mes forces à la reconstitution du pouvoir spirituel. C'est que je crois nécessaire, pour l'ordre fondamental comme pour les libertés vivifiantes, de limiter le pouvoir temporel, de le régler et de le sanctionner. D'autre part, le catholicisme étant la religion naturelle des Français, la mieux constituée, la plus positive aussi, il ne me semble pas admissible de l'exclure de la direction de l'opinion publique. Il faut être les niais et bas politicailleurs que sont la plupart de nos parlementaires, pour s'imaginer qu'on gouverne un pays contre l'âme que lui ont faite les siècles.

Vous me reprochez aussi mon appel à la dictature. Ce n'est pourtant pas d'aujourd'hui que je dénonce les vices du parlementarisme. J'ai toujours été convaincu qu'il

ruine et décompose notre civilisation. Les gâchis de la Marine, des Colonies, des Postes, etc., devraient vous ouvrir les yeux !...

Je veux donc, en effet, une dictature; mais limitée à sa fonction politique propre. Je veux aussi de fortes libertés, dans tout le pays, à tous les étages sociaux. C'est par goût des libertés positives que je hais la basse tyrannie parlementaire. Je suis tout le contraire d'un royaliste. Toutefois, s'il ne se présente qu'un prétendant pour assumer cette dictature d'ordre indispensable, et faire énergiquement la besogne de voirie politique et sociale qui nous affranchira des politiciens et des financiers qui rongent la France, j'acclamerai cet homme de police, ce héros. C'est là, cependant, pour qu'il n'aille pas plus loin, vous le reconnaîtrez avec moi, qu'un pouvoir spirituel puissant sera utile.

En France, le héros a toujours surgi au moment opportun. C'est donc à susciter ce pouvoir spirituel que je compte m'employer surtout.

De telles vues ne sont pas sans heurter vos idéologies. Il n'importe. Les événements vont se précipiter, et ils auront l'éloquence persuasive que je n'ai point. Vous viendrez au positivisme régénérateur. Auguste Comte a fait des conquêtes aussi difficiles... (1).

(1) Bien que n'entrant point dans le plan de cet article, je dois reproduire ici la réponse que me fit M. Gabriel Trarieux. Elle précise quelques points :

CHER MONSIEUR,

Sur le point de quitter Paris pour un stage militaire, je ne puis que répondre deux mots à votre lettre, alors qu'il y faudrait des pages. Laissons de côté toute controverse théorique, et précisons simplement nos positions. C'est tout l'avantage de telles rencontres. Je connais mal le positivisme, et ne demande qu'à mieux m'informer. Mais je puis apprécier un programme concret. Vous voulez, d'une part, rendre au catholicisme une part de direction spirituelle. D'autre part, vous souhaitez une dictature, avec le chimérique espoir de la limiter à une fonction restreinte. D'accord avec vous sur plusieurs points de critique des mœurs présentes, je suis en désaccord formel sur ce double vœu. Ce n'est pas la spéculation, c'est la vie — c'est l'Affaire, si vous voulez — qui m'apprit ce qu'est le catholicisme, et son influence mortelle. Et je sais trop, je vois trop

Le problème est complexe. Il n'y a pas qu'une solution politique et économique. La solution morale n'importe pas moins.

Et là aussi un gouvernement est nécessaire. L'inertie, la mort seules se dispensent d'être dirigées. Quand l'autorité spirituelle n'est représentée par aucun organe distinct approprié, ou est exercée par le pouvoir temporel, ce qui est le pire despotisme, ou elle est usurpée par les charlatans et les démagogues. Nous avons de ceci et de cela en ce moment. C'est la confusion, c'est l'anarchie; mais ce n'est pas la liberté comme on le croit. Celle-ci ne peut être là que l'action des forces morales convergentes.

C'est parce que cette triple fonction sociale de conseiller, consacrer et régler est « suspendue depuis la fin du moyen âge » que l'anarchie a pu prendre l'immense développement qui a désorganisé toutes nos libertés et troublé, — sinon desséché, — jusqu'aux sources vives de toute association humaine. L'opinion

bien où nous mènerait la dictature à laquelle nous allons, du reste, et vers quoi la haute bourgeoisie française, restée césarienne d'instinct, incline en même temps que vous... J'estime que ce sont les hommes qui manquent à la démocratie, bien plus que les institutions. Ce sont eux qui ont compromis l'admirable élan moral de l'Affaire. On pourrait la sauver encore sans dictature, en l'épurant (représentation proportionnelle, ministres pris hors des Chambres; vaste décentralisation). Il y suffirait d'un parti actif, composé non de politiciens, mais d'hommes de bonne volonté... A vrai dire, je désespère de voir ce parti se constituer. Car je ne vois, d'une part, que des jouisseurs cyniques, et de l'autre, que des tyranneaux... Je m'en console, tant bien que mal, avec mon métier d'artiste — plutôt mal, il faut l'avouer. Peut-être, si la bourgeoisie se meurt d'anémie cérébrale, le salut viendra-t-il du syndicalisme ? Je n'ose pas trop l'espérer...

publique organisée refrène les abus des puissants et des riches, elle exalte le dévouement et l'héroïsme. Mais n'étant plus éclairée et guidée, elle est devenue un mouvement de foules sans cohésion et sans but, qui se produit pour les idées les plus généreuses, les plus nobles sentiments, un jour, comme pour les passions les plus viles. Une presse au service de qui la paye et des politiciens de rapine déclenchent, entraînent ou arrêtent ce mouvement, comme il leur est agréable ou profitable. Il en est de l'opinion publique, aujourd'hui, ainsi que de l'hystérique chez qui le médecin provoque ou met fin aux crises par certaines pressions.

Le désarroi mental et moral est à son comble. Chacun se fait une conception sur toutes choses, quelle que soit son incompetence, et suivant ses intérêts immédiats les plus étroits, ses préjugés, ses humeurs, à moins qu'il ne laisse libre cours au dévergondage d'une imagination que rien ne contient plus, — pas même l'humilité. C'est ce qu'il est convenu d'appeler la libre pensée. Le sophisme est partout. L'instruction d'État l'a mis à la portée de tous. Par là, elle a surtout contribué à l'abrutissement populaire.

On voit assez, ce semble, tout ce qu'aurait à faire un pouvoir spirituel, sage éducateur et ferme directeur de l'opinion publique; et l'on voit aussi combien cette formidable puissance sociale d'approbation et de réprobation, voire d'excommunication sociale, serait efficace pour maintenir la dictature dans sa fonction limitée.

*
*
*

Le pouvoir spirituel sera intellectuel et moral. Les philosophes exerceront le premier par la raison; et

les femmes, le second par l'affection. Il va sans dire que le pouvoir spirituel sera nettement séparé de tout pouvoir temporel, c'est-à-dire de toute participation au commandement et à la richesse. Les philosophes ne devront que persuader, et les femmes qu'aimer. D'ailleurs, ils s'appuieront sur l'énergie prolétarienne qui leur fournira la sanction nécessaire. Ainsi le pratique s'inspirera du théorique sans le vicier, et le théorique éclairera le pratique sans l'énerver.

La dictature, en assurant l'ordre, permettra d'abord la liberté spirituelle, qui seule peut mettre fin à l'anarchie intellectuelle et morale. « Quelque abusive que doive devenir la libre discussion dans un milieu dépourvu de convictions quelconques, dit A. Comte, il faut toujours la respecter comme nécessaire à l'avènement de la discipline intellectuelle et morale qui réglera son cours ultérieur. »

Le pouvoir spirituel permettra à la dictature de s'imposer, malgré l'ambition, comme à la richesse de se concentrer, malgré l'envie, sans que l'ensemble social n'ait plus rien à redouter de leurs excès.

Ainsi sera reconstituée la société française sur une triple base inébranlable : une féconde administration des biens ; un énergique gouvernement ; une apaisante religion, par laquelle les cœurs retrouveront un objet et les intelligences une heureuse harmonie.

G. DEHERME.

P. S. — J'invite nos lecteurs et amis à réfléchir sur les questions que je viens d'aborder, et à nous faire part de leurs sentiments. Il n'est personne, certes, qui considère encore les journalistes et les politiciens comme des éducateurs et des directeurs de

conscience sociale suffisants. Il serait donc intéressant de savoir :

1° *Si l'on juge possible le rétablissement prochain du pouvoir spirituel ;*

2° *Si oui, comment ?*

3° *Si non, quelle issue entrevoit-on à l'anarchie morale et mentale ?*

G. D.

Revue des Opinions, des Faits et des Idées

LES TROIS FLÉAUX DE L'AGRICULTURE

Dans son « Petit dictionnaire des idées et des opinions », *Pour causer de tout*, qui vient de paraître, notre ami et collaborateur Henri Mazel, à l'article « Agriculture », écrit ceci :

« Le fisc, la basoche et le parasitisme sont les trois fléaux de l'agriculture. Contre le dernier luttent les syndicats agricoles en mettant en contact direct producteurs et consommateurs. On calcule que l'intermédiaire prélève de 50 à 100 p. 100 sur le travailleur agricole ; c'est là une autre tyrannie que celle du capital qui ne prélève que 3 ou 4 p. 100. La suppression de tous les courtiers, commissionnaires, entrepreneurs, etc., doublerait presque le gain de l'agriculteur. — Le fisc est plus difficile à combattre ; quand on fait le compte des taxes de toutes sortes qui pèsent sur la propriété financière, on arrive à 1.200 millions, à peu près autant que le revenu net des propriétaires. Les droits de mutation surtout sont funestes, quand ils s'élèvent, comme chez nous, à 10 p. 100 de la valeur,

des fonds (au lieu de 2 p. 100 qu'ils étaient au début, en 1790), ils ruinent littéralement la culture ; un domaine qui changerait de mains tous les trois ou quatre ans n'enrichirait que le fisc ; aussi cherche-t-on à le faire changer le moins possible, au grand dommage, parfois, du progrès agricole. Encore, ce fléau-ci n'est-il rien à côté du troisième, la procédure. Il est pénible, a dit M. Flour de Saint-Genis, d'avoir à reconnaître que l'avidité publique est dépassée par la cupidité privée. Les grands ennemis de l'agriculture, ce sont les 25.000 officiers ministériels et les 30.000 rabatteurs de procès qui trouvent à vivre sur le corps de la France. Tout leur est bon : partage successoral, stellional, dette agraire, celle-ci énorme. On évalue à 500 millions par an les charges en provenant. Sur 100 propriétaires, 4 à peine sont leurs maîtres ; tous les autres sont les serfs de l'hypothèque, comme les *coloni* gallo-romains étaient serfs de la glèbe. »

LE NÉO-SOCIALISME JURIDIQUE

Conclusion d'une forte étude de M. Philippe Borrell sur « le néo-socialisme juridique », parue dans *le Mouvement social* :

« Ni « juridique » ni « socialiste », le néo-socialisme juridique se trouve être, théoriquement, un pur néant. Il n'en est pas, pratiquement, de même, et il pourrait peut être constituer un danger politique, si l'on ne dénonçait les illusions et les contradictions qu'il renferme. Sous le nom de « socialisme », écrit M. Sorel, on organiserait un despotisme d'État, « despotisme qui serait exercé par de vils larbins ». On peut constater que l'attitude politique du Parti

Unifié est généralement de nature à justifier cette sévère appréciation. »

LES OUVRIERS DES ARSENAUX

Les ouvriers des arsenaux ont tous les vices et nos parlementaires toutes les vertus. C'est entendu. Ce ne sont pas ceux-ci, ce sont ceux-là qui ont désorganisé la marine. Mais on sait comment s'alimentent nos maîtres. Les ouvriers des arsenaux, eux, gagnent à peine 3 fr. 50 par jour.

D'après le *Guide social de l'Action populaire* pour 1907, dans les 5.000 ouvriers de l'arsenal de Toulon, 2.000 seraient inscrits sur les registres du bureau de bienfaisance.

LES RÉSULTATS DU TRADE-UNIONISME AUX ÉTATS-UNIS

La revue *les Documents du progrès* nous fait connaître les résultats de l'empirisme trade-unioniste aux États-Unis :

« Durant ces dernières années, aux États-Unis, l'action syndicaliste a eu pour résultat une notable élévation des salaires; mais le prix de la vie a augmenté à peu près dans la même proportion; si bien que la situation des travailleurs ne s'est guère améliorée. Nous trouvons la confirmation de ce fait dans les statistiques publiées par l'Office américain du commerce et du travail, et concernant les salaires et la durée du travail dans les principales industries, dans les mines et dans l'agriculture, ainsi que le prix des vivres. Ces statistiques se sont étendues, en 1907, à 4.169 entreprises occupant 344.000 personnes. Le prix des vivres a été fixé pour trente articles divers, dont le

prix moyen a été établi dans 68 villes. Afin de permettre la comparaison avec les années antérieures, on a pris comme point de départ la valeur moyenne des années 1890-1899, évaluée à 100, ce qui donne le tableau suivant :

	Moyenne				
	1890-99	1900	1905	1906	1907
Heures de travail par semaine.	100	98,7	95,9	95,4	95,0
Salaires par heure	100	105,5	118,9	124,2	128,8
Salaires moyen par semaine.	100	105,1	114,0	118,5	122,4
Prix de détail des vivres.	100	101,1	112,4	115,7	120,6
Puissance d'achat du salaire hebdomadaire par rapport au prix des vivres	100	103,0	101,4	102,4	101,5

Nous voyons que les heures de travail par semaine ont subi une légère diminution. Les salaires par heure ont augmenté de 28 p. 100 sur la moyenne de 1890-99 ; mais, pour le salaire hebdomadaire, — par suite de la réduction de la journée de travail, — l'augmentation n'a été que de 22.4 p. 100. La puissance d'achat des salaires, qui s'était élevée en 1900, de 3 p. 100, n'était plus, en 1907, par suite de la forte hausse des prix, que de 1,5 p. 100 par rapport à la moyenne de 1890-99. »

LE SYNDICALISME ANGLAIS

Une statistique publiée par le « Board of Trade » montre que le nombre de Trade-unions existant dans le Royaume-Uni à la fin de 1907 était de 1.173, comprenant un nombre total de 2.406.746 membres.

Durant cette année-là, le nombre des membres s'était augmenté de 300.000, tandis que l'année précédente, il n'avait augmenté que de 200.000. Le revenu total des 100 principales unions durant 1907, fut de

62.346.400 francs. Les dépenses s'élevèrent à 51.350.000 francs, et les fonds capitalisés ont atteint le chiffre de 140.941.500 francs. Durant les trois années de 1905 à 1907, ces 100 principales unions ont dépensé une somme totale de 150 millions, dont 12 millions et demi furent payés en temps de grève, 35 millions au bénéfice des chômeurs, et 70 millions pour d'autres secours apportés aux malades, victimes d'accidents et enterrements. Le reste, 34 millions, a été absorbé par les frais généraux.

PAR TOUS.

Les Livres qui font penser

Froeschwiller, par Alfred DUQUET, 3 fr. 50 (E. Fasquelle, éd., 11, rue de Grenelle). — C'est l'histoire du 1^{er} juin au 6 août 1870; mais c'est de l'actualité et même de la prédiction. Les jours qui précèdent la déclaration de la guerre, c'est aujourd'hui; les premiers combats, et aussi peut-être, si nous ne savons point nous reprendre, les désastres, c'est demain.

Alfred Duquet, qui restera l'historien définitif de la guerre de 1870-71, ne mâche point les dures vérités qu'il a à faire entendre. Il présente les faits tels qu'il a pu les dégager après trente années de recherches laborieuses et une volonté toujours tendue à faire la lumière, toute la lumière. Ce n'est pas de l'histoire pour bibliothèque, c'est de l'histoire pour vivre. Dans son préambule, l'auteur déclare : « Nous croyons qu'il faut raconter l'histoire de la guerre de 1870-71 avec une loyauté, une brutalité sans égales, ne cachant rien, écrivant tout, ne se préoccupant que de la vérité ». Et il l'a fait ainsi. Rien de plus propre nous instruire.

L'auteur examine d'abord la politique extérieure de

l'Empire, il indique les fautes principales commises par Napoléon III, guerres et expéditions inutiles, nuisibles et épuisantes : Crimée, Italie, Mexique, Chine, Syrie; indifférence, au contraire, devant l'agression de la Prusse contre le Danemark, passivité avant et après Sadowa. « Dès Sadowa, la guerre entre la Prusse et la France était inévitable ». Elle faillit éclater en 1867, à propos du Luxembourg. La candidature Hohenzollern fut l'occasion que, cette fois, Bismarck ne laissa point passer. Il joua nos sots diplomates. En truquant la dépêche d'Ems, il donna le coup de pouce décisif pour aider la chance. Moritz Busch a rapporté l'aveu de Bismarck : « Sans moi, trois grandes guerres n'auraient pas eu lieu; quatre-vingt mille hommes n'auraient pas péri, des pères, des mères, des sœurs ne seraient pas plongés dans le deuil... maintenant, j'ai cela à régler avec Dieu ». Avec l'humanité aussi.

Le plus instructif pour nous, à l'heure présente, c'est la mémorable séance du Corps législatif du 15 juillet. Les partis ne désarment point devant le danger qui menace la France, — et ils discutent misérablement sur l'argent qu'il convient de consacrer à la défense nationale. On retrouve là le néfaste Thiers, cet homme d'État qui n'a de la décision et du génie que lorsqu'il s'agit de mitrailler le peuple de Paris. Déjà, au 30 juin 1870, il assurait que M. de Bismarck ne voulait et ne pouvait vouloir la guerre et que nous n'avions nul besoin d'accroître nos forces militaires.

Ni l'Empereur, ni Émile Ollivier ne voulaient la guerre; mais l'Impératrice la voulait et elle avait un parti avec elle. Mais ce n'est pas d'avoir voulu la guerre, qui, après Sadowa, devait éclater tôt ou tard, qu'est le crime; c'est de ne l'avoir pas prévue, ni préparée. Et de cela, l'Empereur et ses ministres sont responsables.

La guerre est donc déclarée, — et ce sera Napoléon, malade, abattu qui sera le chef de l'armée. Et quelle armée! Le ministre Le Bœuf n'a pourvu à rien. « Pour plaire à une Chambre avide d'économies, dit M. A. Chuquet, il avait consenti à diminuer le budget de la guerre et à réduire de 10.000 hommes le contingent annuel. Il

avait multiplié les congés... Il disait qu'on avait toujours trop de canons. » Alors qu'il faut rassembler cette armée dispersée, les Allemands franchissent déjà la frontière.

Quant aux généraux, ils se montreront, dès les premières batailles, lamentablement insuffisants. Qu'est-ce à dire ? Ce sont pourtant les mêmes qui ont fait leurs preuves ailleurs, les fils chéris de la victoire. Mais ce sont maintenant des chefs vieillissés, gorgés d'honneurs, et sous un pouvoir déjà ébranlé. Ils ont des ambitions, ils aperçoivent les possibilités de les satisfaire, et non par les voies droites. L'Impératrice voulait la guerre pour consolider la dynastie; mais pour la faire réussir il faut, précisément, une autorité incontestée. Dès le début de la campagne, chacun tirera à soi. Ce n'est pas à la France qu'on songe, mais à s'assurer des succès personnels profitables. Leur excuse, c'est qu'ils ne sauraient douter de la victoire. Ils ne sont pas fâchés que leurs camarades éprouvent quelques revers : cela fera mieux ressortir leurs propres succès. Voilà quel a dû être l'état d'esprit des maréchaux et des généraux. Ils ont trahi sans être des traîtres. Presque tous, jusqu'à un certain point, ils ont suivi la pente de Bazaine. Seulement, Bazaine, plus lourd, avec moins de ressort, s'est laissé glisser jusqu'au bas, et les autres se sont repris plus ou moins vite.

Que serait-ce maintenant ? Tout est pire. Nous n'avons qu'un avantage, c'est que nous n'aurions plus cette foi aveugle en nous-mêmes, qui fit faire tant de sottises en 1870.

Revenons à la guerre. Ainsi, dès l'abord, « 200.000 Français allaient subir le choc de 600.000 à 800.000 Allemands ». Et pourtant, il s'en fallut de peu, — non en bravoure, certes, mais en discipline, abnégation et intelligence chez les commandants d'armée, — que les Allemands ne fussent mis en déroute. Alfred Duquet nous fait un récit clair, simple, et par là vraiment émouvant, des premiers combats à Wissembourg, Frœschwiller.

A Wissembourg 80.000 Allemands battirent 4.500 Français, — et encore fallut-il que tout manquât, approvisionnements, munitions, et que ces lions fussent commandés par des ânes comme Mac-Mahon et Ducrot. Et voici com-

ment l'auteur les marque, ces ânes, indélébilement : « Mac-Mahon et Ducrot ont dû, quelque mauvaise volonté qu'ils eussent mis à se porter au feu, gagner le Pigeonnier, à 1 heure, 1 heure et demie au plus tard. Si le maréchal a simplement rejoint Ducrot au Pigeonnier, il n'y a pas fait davantage œuvre de général en chef. Les deux vaillants guerriers se sont contentés d'assurer leur sûreté personnelle en étalant, autour de leurs précieuses personnes, les 96^e, 78^e, 18^e, 45^e de ligne et le 13^e bataillon de chasseurs, sans distraire un homme, afin de conjurer la défaite ou de faciliter la retraite des superbes soldats que l'ennemi broyait par la faute de leurs grands chefs. »

La nouvelle de ces revers stupéfia l'Europe et révéilla toutes les consciences françaises. Il n'y eut que les chefs de l'armée qu'elle ne toucha point. Chacun d'eux poursuivait on ne sait quel songe fantasmagorique.

A Frœschwiller, ce fut plus navrant encore. On a dit que 40.000 Français ne pouvaient arrêter 130.000 Allemands. Sans doute. « Néanmoins, dit M. Alfred Duquet, il ne faut rien affirmer catégoriquement à ce sujet... A 10 heures, si le maréchal avait été un véritable général en chef, le V^e corps aurait pu être mis en déroute, comme le II^e corps bavarois l'était déjà, comme le XI^e corps, arrivant brigade par brigade, n'aurait pas manqué de l'être, après la défaite des deux premiers. Nous avons la conviction que l'armée allemande aurait été prise de panique à Frœschwiller, comme elle l'eût été à Rezonville et à Saint-Privat, si, après l'écrasement d'une de ses grosses unités, les vainqueurs fussent résolument allés de l'avant. De même, à 1 heure, au moment de l'arrivée du Prince royal sur le champ de bataille, le V^e corps n'était pas loin de la débânde, et, en ce cas, les 200 pièces de canon, que, seul il protégeait, se fussent trouvées dans une piteuse situation. »

La défaite de Frœschwiller, c'étaient les Vosges ouvertes ; c'était « la lugubre préface de Sedan ; c'était le laissez-passer de l'invasion. » Si Wissembourg fut la cause de la défaite de Forbach, Frœschwiller a eu une portée plus grande encore. « Les conséquences de cette déroute furent incalculables, dit l'auteur, d'autant mieux que le duc de

Magenta ne fit rien pour sauver une situation qu'il avait si gravement compromise par son insuffisance stratégique. C'est pourquoi nous terminerons ce récit de la journée du 6 en proclamant bien haut que l'Empereur et surtout le maréchal sont responsables de ces lamentables catastrophes. »

Ce livre s'ajoute à l'œuvre considérable de M. Alfred Duquet. D'autres suivront. Je le répète, c'est là l'histoire complète et définitive de la guerre 1870-1871 qu'aucun Français ne doit ignorer.

L'Immolé, par Émile BAUMANN, 3 fr. 50 (Bernard Grasset, éd., 7, rue Corneille). — Ce roman est un peu diffus, notamment dans les cent premières pages, la psychologie en est souvent insuffisante ; mais il y a de la substance, du mouvement. M. Émile Baumann a un talent remarquable pour animer les sentiments et les idées.

Daniel Rovère a reçu de ses ascendants un sang de luxure ; mais il a été élevé par une mère pieuse et c'est un croyant. D'abord, il se veut chaste. N'ignorant point les tares dont il est chargé, il sait qu'il lui faut choisir entre « être un damné ou être un saint ». Il sera un saint. Il sera l'Immolé.

L'auteur nous présente-t-il un cas particulier ? On aimerait à le savoir. « Il n'y a rien de meilleur que la volonté de souffrir en Dieu », dit-il. Si, il y a la volonté de réaliser la volonté de Dieu, qui ne peut être que de faire une humanité plus belle, plus forte, et partant plus heureuse.

Ce mysticisme est malsain. Infirme, Daniel Rovère refuse de se marier, non à cause de son état de santé, mais pour ne rien aimer dans la vie. « La peur de transmettre ses débilités physiques à des enfants lui semblait la moins chrétienne des pitiés. »

M. Émile Baumann nous fait assister à un miracle. La miraculée s'empresse d'aller l'annoncer à son médecin :

« — Vous voyez, docteur, ne peut-elle s'empêcher de dire, que les chirurgiens d'En-Haut font du bon ouvrage, quand ils s'en mêlent... »

« — Allons donc ! Mais une bizarrerie pareille me rendrait athée, si je ne l'étais pas. Votre cas me démontre

que le hasard et le chaos sont les maîtres. S'il y avait un Dieu, il ne se moquerait pas de ses propres lois par des fantaisies inexplicables. On ne verrait pas de telles injustices...

« — Injustices ! Il est *injuste* que je sois guérie ? protesta Mme Rovère, indignée de ce paradoxe blasphématoire.

« — Rien n'est juste ni injuste; seulement, que faites-vous d'un tas de malheureux bougres qui sont en train de crever, faute d'un miracle, et auraient besoin de leur santé plus que vous ?

« — Pourquoi moi plutôt que d'autres ?... Je sais bien que je ne l'ai pas mérité. On a prié pour moi, j'ai beaucoup prié, *c'est bien simple*. »

Est-ce là tout le catholicisme, à l'heure présente ? Je me refuse à le croire. La grande doctrine qui a fait la civilisation occidentale n'a pas perdu encore toute socialité, toute humanité, toute force de vivre et de faire vivre.

Le mysticisme de *L'Immolé* n'est pas vulgaire, certes ; mais il est mortel, et d'abord pour l'Église. Il ne vaut que pour les dégénérés, comme Daniel Rovère, qui y trouvent un refuge contre eux-mêmes. Malheureusement, comme il n'est pas sans beauté, c'est rarement ceux-là qu'il attire.

Je sais bien que ce sont là des considérations étrangères au vrai mystique, pour qui Dieu seul existe, — Dieu et lui. Mais l'Église ne les a jamais négligées, et c'est pourquoi elle fut tout ce qu'elle a été.

Le catholicisme a toujours eu quelque méfiance du mysticisme. Comme il a tout compris de ce qui est de l'humanité, il lui a fait sa part, mais en le refoulant dans l'ombre la plus épaisse des cloîtres, comme pour se préserver de la contagion, en le contenant dans une règle d'airain, en lui imposant l'antidote du travail manuel, en l'utilisant aussi.

Si le catholicisme doit finir, ce sera par le mysticisme. C'est pourquoi le livre de M. Émile Beaumann semble annoncer cette fin prématurée. Par là, il s'en dégage un sentiment de tristesse inexprimable.

La Révolution dreyfusienne, par Georges SOREL, o fr. 60, (M. Rivière, éd., 31, rue Jacob). — Syndicaliste et révolu-

tionnaire, M. G. Sorel est hors du simple dreyfusisme. Il ne s'agit donc point, pour lui, des présomptions d'innocence ou de culpabilité de M. Alfred Dreyfus. Ce qui l'intéresse, ce qui intéressera seulement l'histoire de France, c'est la désorganisation sociale inouïe qu'a déterminée cette affaire.

M. Georges Sorel a lu attentivement *l'Histoire de l'Affaire Dreyfus*, par M. Joseph Reinach, et il l'a annotée. C'est tout ce petit livre.

L'auteur n'est pas tendre pour les protagonistes de ce qu'il nomme « la révolution dreyfusienne ». Il se borne pourtant à citer les jugements de M. Joseph Reinach, qui les a vus de près et à l'œuvre. Il n'y eut pas seulement des « étourdis », mais aussi des « scélérats ». Si « la médiocrité des hommes » ne se conciliait parfaitement « avec l'importance des résultats », on aurait beaucoup de peine à comprendre « comment nos institutions ont pu être bouleversées, d'une manière définitive, par des personnages aussi mesquins que ceux que nous voyons s'agiter dans l'affaire Dreyfus ».

Les hommes de science ne furent pas supérieurs aux vulgaires politiciens. « Nos contemporains, qui ont un si grand respect pour la science, furent très surpris en constatant que les hommes de science ne parvenaient pas à s'entendre sur l'affaire Dreyfus... Mais voici quelque chose de plus curieux. Taine et Pasteur croyaient avoir été surtout des hommes de méthode rigoureuse ; chacune de leurs familles intellectuelles aurait donc dû être unie pour porter sur l'Affaire un même jugement scientifiquement motivé ; mais elles se divisèrent. Les savants sont de biens mauvais guides. »

Les hommes de lettres furent plus néfastes encore. « L'expérience de l'affaire Dreyfus montre comment agissent les hommes de lettres, dont le rôle est toujours si grand dans les révolutions. Les hommes de lettres ne croient pas généralement à la valeur propre des idées ; ils n'apprécient que le succès que peut leur procurer l'exploitation d'un parti pris. C'est pourquoi ils sont capables d'adopter des attitudes si imprévues et de troubler aussi profondément l'ordre public. »

Ce « chambardement » s'est fait sur une question de

justice ; et ce qui a été le plus bouleversé et diminué, c'est évidemment, avec l'armée, dont l'auteur ne parle pas, l'institution judiciaire. M. Georges Sorel l'indique bien : « Les élections de 1906 furent si triomphales que le gouvernement put exercer facilement une pression sur les magistrats. Un des faits qui m'ont le plus frappé, au cours de nos études sur cette époque, a été le mépris des dreyfussards pour la magistrature. Ce mépris est assez singulier chez des gens qui se sont souvent posés en défenseurs de la loi. « Ce qui a toujours manqué à la France, l'une des patries du droit idéal, écrit Joseph Reinach, c'est le sens de la loi. Notre forteresse, c'est notre loi, disent les Anglais. » Mais que peut être la loi sans magistrats respectables dans lesquels on puisse avoir confiance. La République ne possédait point, paraît-il, une telle magistrature. Ainsi, à propos de conseillers à la Cour de Paris, notre auteur parle de « domestiques judiciaires »... On pourrait multiplier les exemples pour montrer qu'aux yeux des dreyfussards la servilité, la sottise et la mauvaise foi sont les qualités maîtresses des magistrats que nous a donnés la République. Il était évident que le jour où les dreyfusards seraient très puissants, ils exigeraient beaucoup des tribunaux. »

Et l'auteur rappelle le texte du sixième paragraphe de l'article 445 du Code d'instruction criminelle, qui fut si bizarrement interprété, ou sollicité, dans l'arrêt du 12 juillet 1906. « Il fut aussi établi que le gouvernement actuel peut se permettre, avec la justice, autant de libertés que s'en permettait Napoléon lui-même ; tout ce qui s'est passé depuis 1906 a montré que les magistrats ne demandent qu'à obéir aux instructions du gouvernement ; Aristide Briand pourrait, à bon droit, parler de *ses juges* et de *ses domestiques judiciaires*. »

L'anticléricalisme, dont le grossier triomphe fut une conséquence du dreyfusisme, n'a pas moins contribué à subvertir l'ordre social. « Si M. Waldeck-Rousseau, dit l'auteur, avait été juriste aussi profond qu'il était avocat habile, il se serait douté qu'une politique anticléricale ne pouvait se pratiquer en France, sans ébranler gravement l'édifice juridique : tout gouvernement ennemi de l'Église,

pour vaincre l'obstination du clergé, a été obligé d'introduire de l'arbitraire dans l'administration de la justice; cet arbitraire peut paraître de bonne guerre aux hommes politiques, parce que les catholiques ne ménagent pas les ruses pour faire échec aux lois qui les gênent; mais les conséquences n'en sont pas moins déplorables. Lorsqu'on écrira l'histoire détaillée de la révolution dreyfusienne, on s'attachera beaucoup à la lutte anticléricale actuelle; elle a eu, en effet, pour résultat d'habituer les esprits à n'attacher qu'une importance minime à la *sûreté du droit*, sans laquelle il n'y a pas de liberté. »

Le régime parlementaire avait pu fonctionner passablement avec les « autorités sociales » reconnues et une « aristocratie républicaine » bien établie : la tourmente dreyfusienne a emporté tout cela. « Au cours de l'affaire Dreyfus, la démocratie prit ainsi conscience de sa force et elle cessa de redouter les autorités qui s'étaient constituées au-dessus d'elle. Les dreyfusards furent très surpris de voir que le peuple ne suivait pas les directions qui lui étaient données; ils voulurent faire aussi de la démocratie : Joseph Reinach déplore souvent les grossières injures que les révisionnistes lancèrent à la tête de leurs adversaires; on aurait pu croire, parfois, que deux troupes de charlatans se disputaient une clientèle de voyous. Les dreyfusards ont réussi à imposer la réhabilitation de Dreyfus; mais l'aristocratie républicaine n'est plus qu'un souvenir ».

Et maintenant, c'en est fait du parlementarisme. Rien ne peut plus le maintenir. J'imagine que M. Georges Sorel n'en est pas fâché.

Comme on le voit, ce petit livre est plein d'aperçus lumineux. Il « fait penser » vraiment, comme tout ce que produit cette intelligence ingénieuse. Sans doute, on ne saurait accepter toutes les vues de M. Georges Sorel, mais sa position ici, depuis que M. Alfred Dreyfus a obtenu plus de satisfactions qu'il n'en demandait, est bien celle qui convient à un esprit libre et à un Français.

La Double confession, par Charles LE GOFFIC, 3 fr. 50 (Nouvelle librairie nationale, 85, rue de Rennes). Au retour d'un voyage de plusieurs mois, M. de Langomen,

qui s'est marié par raison, connaît que sa femme l'a trompé. Mais Mme de Langomen est une nature droite, elle n'a eu qu'une défaillance, et elle a été surprise plus qu'elle ne s'est donnée. C'est elle qui a voulu que son mari sût tout. Elle est enceinte. M. de Langomen ne laisse point que d'être touché de cette franchise, du remords de la malheureuse; un sentiment plus tendre que la pitié, et qu'il ne s'avoue pas encore, l'attendrit aussi. Il divorcera. Il ira trouver le séducteur, M. d'Armont, non pour le provoquer en duel, mais pour lui imposer d'épouser sa victime après le divorce. Celui-ci y consentirait volontiers; mais il est marié aussi, et sa femme, quoique retirée dans un couvent depuis le lendemain de leur mariage, refuse de divorcer. M. de Langomen en est heureux au fond, et d'autant plus qu'il apprend que sa femme, acceptant la séparation comme conséquence de sa faute, refuserait de se remarier. Les deux époux, brisés, s'aiment enfin. M. de Langomen décide de garder sa femme et d'élever son enfant. Mais ce furent de trop rudes secousses morales. Mme de Langomen meurt en donnant le jour à une fillette. Cette enfant, ce sera la seule raison de vivre de M. de Langomen. Mais un jour, M. d'Armont découvre, sans le chercher d'ailleurs, la retraite de M. de Langomen. Il voit sa fille, et combien elle est chérie et heureuse. Rien ne le retient plus ici-bas, et sur la tombe fleurie de son amante d'une heure, il se donne la mort. Quoi qu'il fasse, M. de Langomen n'oubliera plus ce cadavre qui s'interpose entre lui et l'enfant de son âme, il en est jaloux. « Misère de l'homme ! J'en suis là aujourd'hui d'être jaloux de cette fin ; elle ne m'a pas cédé Lida, elle me l'a prise. Une telle mort vaut et compense toutes mes veilles et tous mes soins. Que résoudre ? Il y a des moments où ma raison s'égaré, où je repousse Lida de moi, où je la presse d'un regard soupçonneux et cruel. « Elle sait tout », me dis-je. Je l'appelle, je la supplie de me parler, elle me regarde et se tait. C'est elle qui attend que je parle. Je ne puis pas. Et le silence, comme une mer, s'élargit tous les jours entre nous... »

Ce roman poignant, admirablement composé, soulève de graves questions morales et sociales qu'éclaire une

fine analyse psychologique. M. Charles Le Goffic est un excellent écrivain. C'est un plaisir délicat que de le lire. Il est aussi un délicieux poète, pour évoquer la tristesse éternelle des rochers bretons.

La Femme et son pouvoir, par Mme Anna LAMPÉRIÈRE, 2 fr. 50 (Giard et Brière, éd., 16, rue Soufflot). — Mme Lampérière revient sur un sujet qui lui tient à cœur : le rôle social de la femme. Elle n'ignore point que la femme n'a rien à gagner, et qu'elle a tout à perdre, à la confusion des sexes, à la dissolution de la famille et à l'anarchie sociale. Elle veut donc, pour la femme, une fonction bien déterminée, conforme à sa nature, qui la fasse concourir à l'œuvre sociale, sans la déssexuer, la faire déchoir et sans l'opposer à l'homme.

« Normalement, l'état social est organisé, par la nature, entre les deux éléments de la société, pour que, d'une part, l'homme défende l'ensemble familial ou social et lui apporte les ressources que son effort productif peut réaliser, et que, d'autre part, la femme utilise les ressources apportées par l'homme au plus grand bénéfice de l'homme lui-même, de sa famille et de la société. L'intérêt de l'ensemble social est que puisse se constituer, pour chaque individu adulte, une famille normale où l'époux et l'épouse assumeront leur tâche respective, aussi bien envers les enfants qui naîtront d'eux qu'envers l'ensemble social. »

La femme sera donc, avant tout, mère, économiste et esthéticienne. Ainsi, pour l'auteur, la tâche de la femme se doit résumer ainsi :

« 1° La femme donne à la race, par le prélèvement que la nature fait sur elle en vue des êtres nouveaux, une part de ses forces, dont il faut lui tenir compte, ou par une subvention masculine, ou, à défaut de cette subvention, par une subvention sociale ;

« 2° Cette subvention doit être préparée par les femmes elles-mêmes qui doivent s'organiser pour la dépense générale dans laquelle se trouveront inscrites les assurances en vue de la prévoyance également générale ;

« 3° Dans la famille normale, la femme représente une

valeur économique dont il convient de tenir compte à trois points de vue principaux :

« a) Augmentation de la puissance du mari producteur ;
« b) Part dans la valeur que produiront les enfants comme éléments sociaux ;

« c) Apport personnel de la femme au progrès social.

4° La femme isolée, volontairement au non, représente une valeur économique analogue, mais à un point de vue général :

« a) Suppléance de la mère pour la culture des enfants ;

« b) Suppléance de la famille pour les cas anormaux ;

« c) Organisation de la dépense générale, au point de vue matériel et moral.

« 5° La femme dans la famille, comme la femme isolée, peuvent, en s'organisant, réaliser un pouvoir égal à celui de l'homme dans leurs ordres d'activité respectifs ; ces deux pouvoirs, en s'harmonisant, sont de nature à créer pour tous un bien-être matériel et un bonheur moral, l'un et l'autre progressifs à l'infini. »

Tout cela est fort sage. Ce n'est qu'un côté de la question, sans doute ; mais il est bien mis en vue. Il reste à Mme Lampérière, pour s'inspirer de l'esprit positif qui lui manque parfois, à étudier l'œuvre d'Auguste Comte. Il est vrai que, d'après une phrase qu'elle en connaît et qu'elle cite, — pleine de pensées, d'ailleurs, — elle juge le fondateur du positivisme... « déclamatoire ». Auguste Comte déclamatoire !... Par contre, Mme Lampérière brûle d'admiration pour M. Léon Bourgeois !...

Ce sont là de petites faiblesses. Mme Lampérière s'efforce d'organiser une œuvre d'éducation féminine vraiment nécessaire. Elle a d'excellentes idées, et je souhaite que son bon petit livre soit lu par beaucoup de jeunes filles.

La Turquie nouvelle et l'Ancien Régime, par JOSEPH DENAIS, 2 fr. 50 (Marcel Rivière, éd., 31, rue Jacob). — Ce livre nous apprend beaucoup sur la Turquie et ses habitants. L'auteur possède admirablement son sujet. Depuis quinze ans il l'étudie et le fait, si je puis dire. Car il a été de ceux qui ont préparé la révolution turque.

Il aime les Turcs et les musulmans, ce qui est encore la meilleure manière de les comprendre. Il nous énumère leurs vertus et il attribue leurs crimes, notamment les massacres d'Arméniens, aux suggestions d'Yldis. Il ne laisse point que d'être sévère, néanmoins, pour le Comité Union et Progrès et cet excellent Ahmed Riza, à qui il reproche, entre autres, de s'être fait baiser au front par Abdul Hamid. Il nous dit aussi la sagesse de l'Union libérale, le Comité rival, et son admiration pour le prince Sabaheddine, que le Comité Union et Progrès s'entête à ne point acclamer sultan.

Tout cela écrit agréablement. Les anecdotes, les faits et les idées surabondent. Ce n'est point une étude fouillée et impartiale, c'est une lumineuse projection de la Turquie actuelle.

La Grande Révolution, par PIERRE KROPOTKINE, 3fr. 50 (Stock, éd., 155, rue Saint-Honoré). — Dans ce gros ouvrage qui témoigne d'un labeur consciencieux, l'auteur s'est proposé, semble-t-il, de déterminer la part du peuple dans le mouvement révolutionnaire. Aussi nous parle-t-il beaucoup des précurseurs du socialisme et du communisme : l'ouvrier Varlet, Lange, Jacques Roux, Leclerc, Boissel, Chalié, Sylvain Maréchal, Dolivier, l'abbé Fauchet, Rose Lacombe, etc. Il déborde d'indulgence pour Marat, Hébert et Chaumette, et il ne laisse point que d'être sévère pour les royalistes. Il nous indique tout ce que le peuple a gagné à la Révolution ; mais il omet de nous dire ce qu'il y a perdu.

M. P. Kropotkine est une âme douce et belle, mais chimérique.

Rio de Janeiro, par Frédéric DE RUDEVAL, 2 francs. (H. Garnier, éd., 6, rue des Saints-Pères). — Monographie concise. Après nous avoir décrit avec enthousiasme les splendeurs de Rio de Janeiro, l'auteur nous indique les richesses du Brésil qui sont à exploiter. Avec la sage devise positiviste qu'elle a adoptée ; *Ordre et Progrès*, la grande République fédérative du Brésil se développe de plus en

plus. Il y a là des leçons à y prendre et des activités à y exercer. M. de Rudeval a bien fait de nous le rappeler.

G. DEHERME.

Pro Pace, *Almanacco illustrato* (21 Portici *settentrionali*, Milan). — C'est pour la vingtième fois, cette année, que Moneta, l'éminent directeur de *la Vita Internazionale*, publie son almanach, l'un des plus intéressants qui soient, et où tout concourt, de manières très diverses, mais également ingénieuses, à flétrir les horreurs de la guerre et à célébrer les bienfaits de la paix. Dans son appel au lecteur, mis en tête, Moneta, après avoir résumé la situation politique de l'Europe, s'exprime ainsi : « L'année 1908 a vu deux grands événements inattendus qui ouvrent l'esprit aux meilleures espérances. L'un fut la révolution turque, si extraordinaire dans son déroulement et si admirable dans ses effets ; l'autre fut le changement inespéré, survenu en Allemagne, où l'Empereur Guillaume II, sous la pression de l'opinion publique et du Parlement, triomphant de son amour-propre personnel, a reconnu que désormais ce ne sera plus sa volonté, mais celle de la Nation, représentée par le Parlement, qui fera la loi, devant laquelle l'Empereur lui-même devra s'incliner.

« Ce sont, ajoute Moneta, des victoires qu'on devrait inscrire en caractères d'or dans les annales de notre siècle, parce qu'elles démontrent la prépondérance toujours grandissante de l'opinion publique, sur les formes les plus rigides et invétérées de l'absolutisme, et parce qu'elles ont été obtenues toutes deux sans effusion de sang, avec des moyens pacifiques. »

Dans un petit article intitulé : *Nos postulats pratiques*, M. Félice Momigliano proclame que la fin des guerres ne pourra survenir que quand on sera parvenu à ces fins historiques :

1° Que les gouvernements ne soient pas seulement des expressions diplomatiques sans entrailles, mais qu'ils représentent les aspirations et les intérêts des peuples ;

2° Que le mensonge conventionnel du soi-disant équilibre des puissances ne contraigne pas les nations opprimées à renoncer à leur indépendance ;

3^o Que le vote libre et universel des habitants décide du sort et de l'extension de toute nationalité naturelle et historique.

De son côté, M. Angelo de Gubernatis, l'éminent professeur de l'Université de Rome, s'exprime ainsi dans un article intitulé : *Guerre en temps de paix* :

« La paix que nous avons n'est pas la paix chrétienne que nous voudrions avoir, que nous demandons à cor et à cri. Cette paix, toute bardée de fer, est insidieuse, menaçante et maléfique. Il est temps que la diplomatie des grandes puissances jette bas son masque, et même il est bien préférable qu'elle s'en aille et qu'elle laisse les peuples en paix, pour qu'ils traitent leurs petites affaires selon leurs besoins et leurs intérêts. Naturellement, tout dissentiment s'apaise de soi-même, mais les cercles diplomatiques soulèvent les questions et les embrouillent et ce sont eux seuls qui préparent et accroissent le péril de la guerre, d'autant plus qu'ils semblent s'effacer derrière un fantôme de paix. La grave paix ne proviendra que de la justice des peuples émancipés. »

Combien pourrions-nous extraire encore de fragments d'autres articles significatifs de ce bel almanach, mais nous en avons dit assez pour en montrer la valeur.

EDMOND THIAUDIÈRE.

Par-dessus les vieux murs, par Claude MANCEY, avec une préface de M. T. DE WYZEWA. 3 francs (P. Lethielloux, éd., 10, rue Cassette). L'auteur très distingué de *Vieilles Filles*, *Intellectuelles*, *Sources perfides*, vient de nous donner, sous ce titre : *Par-dessus les vieux murs*, un nouveau roman, qui est, sans conteste, l'une des meilleures études qu'on ait jamais faites de la vie provinciale, et d'où se dégagent, comme le dit M. de Wyzewa, dans la préface qu'il y a consacrée, de précieuses leçons morales. Les scènes de cet excellent roman se passent dans une petite ville de l'Est que l'auteur nomme Sabin-court, et où sont aux prises deux factions, celle d'une bourgeoisie orgueilleuse, alliée avec de petite noblesse, et celle de républicains avancés, d'autant plus âpres dans leur haine contre le clan réactionnaire, qu'ils sentent son dédain peser sur eux. La

première est représentée surtout par les époux Bargemol et leur trois filles : Marguerite, Gisèle et Mily et par la noble demoiselle Didière de Birieu; la seconde par M. Eusebe Courdimont, ancien mercier et grand pontife des socialistes.

Entre elles, le jeune percepteur de la localité, Marcel Duparc, se sent attiré vers l'aînée des jeunes Bargemol, Mlle Marguerite qui, de son côté, le voudrait bien pour mari. Mais cela ne fait pas le compte de Courdimont, l'ennemi mortel des Bargemol. Aussi, à force de vilénies et d'infamies, finit-il par empêcher ce mariage, et par faire marier sa nièce Gloriane au percepteur, que son ami Bernard Lestral, qui épousera Mily Bargemol, définit : « un garçon à la volonté de porcelaine et à l'énergie de pétales de roses », mais ne valant même pas cette définition, car s'il épouse la nièce de l'ancien mercier Courdimont, c'est surtout en vue qu'il lui fasse décrocher, un jour, quelque trésorerie générale.

D'un style alerte et rapide, d'une observation aiguë, d'une haute moralité, ce roman est à lire et à relire.

EDMOND THIAUDIÈRE.

Nous avons reçu :

Provinciales, par Jean GIRAUDOUX, 3 fr. 50 (Bernard Grasset, éd., 7, rue Corneille). — Quelques nouvelles où apparaissent des coins de petites âmes de province, de petits cœurs d'enfants. Ces tableautins ont de la saveur. Malheureusement, l'auteur se force à une manière d'écriture qui, pour rappeler parfois celle de M. Ch. Louis-Philippe, si émouvante de simplicité et d'ironie douce, n'est pas toujours heureuse.

Les Féodaux, par Yves LE FEBVRE, 3 fr. 50 (Stock, éd., 155, rue Saint-Honoré). — Ce roman est inférieur au précédent du même auteur, *les Barbares*, dont nous avons parlé en son temps. Il a été écrit plus hâtivement. L'auteur est moins maître de son sujet. Son moyen âge est du bric à brac pour feuilleton. Très dramatique pourtant.

Le Directeur-Gérant : G. DEHERME.

Bernard GRASSET, Éditeur
7, rue Corneille, 7. — PARIS

DERNIÈRES PUBLICATIONS :

ÉMILE BAUMANN

L'Immolé, roman, 3^e édition. Vol. in-18 **3.50**

LÉON LAFAGE

La Chèvre de Pescadoire, 3^e édition. Vol. in-18 . . . **3.50**

JEAN GIRAUDOUX

Provinciales, Vol. in-18. **3.50**

GILBERT DE VOISINS

Les Moments perdus de John Shag, Vol. in-18. . **3.50**

MAURICE MAGRE

Conseils à un jeune homme, Vol. in-18 **2 »**

DIDIER DE ROULX

Roosje, roman. Vol. in-18 **3.50**

J-H. RETINGER

Le Conte fantastique dans le romantisme français.
Vol. in-18. **2 »**

J. GRASSET

PROFESSEUR DE CLINIQUE MÉDICALE A L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

La Responsabilité des Criminels, Vol. in-18. . . **3.50**

GEORGES DEHERME

La Démocratie vivante, Vol. grand-in-8° **4.50**

HENRI MAZEL

Pour causer de tout, Vol. in-18 **3.50**

VIENT DE PARAÎTRE :

Auguste Comte et son œuvre

LE POSITIVISME

Par GEORGES DEHERME

*Un vol. in-16 de 128 pages, avec deux portraits hors texte,
Prix : 2 fr. 50*

(GIARD et BRIÈRE, Éditeurs, 16, rue Soufflot. — PARIS

I. Sa vie. Ses écrits. — II. Ses disciples. — III. Quelques appréciations. — IV. L'homme. — V. Pour les femmes et les prolétaires. — VI. Sur les lettrés et les bourgeois. — VII. La philosophie positive. — VIII. La sociologie positive. — IX. La politique positive. — X. Le pouvoir spirituel. — XI. La religion positive. — XII. Les utopies positives. — XIII. La morale. — XIV. Conclusion.

L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Action politique. Action économique. Action sociale

Par GEORGES DEHERME

Ouvrage couronné par l'Académie française

Un volume in-8 de 528 pages. Prix : 6 fr. (*franco* . 6 fr. 60)

BLOUD et C^{ie}, Éditeurs, 7, place Saint-Sulpice, PARIS

La Démocratie vivante

Par GEORGES DEHERME

Un volume in-8° de 402 pages Prix : 4 fr. 50 (*franco* : 5 fr.)

BERNARD GRASSET, Éditeurs, 7, rue Corneille, PARIS